



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 29 septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**DUFEU Jacky SAS**

Manet - D 766  
BP 4  
49490 Noyant-Villages

Références : EC-2025-434-INSP-DUFEU-Noyant-Villages-RAP  
Code AIOT : 0006302261

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement DUFEU Jacky SAS implanté Manet - D 766 - BP 4 Lasse 49490 Noyant-Villages. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre d'une plainte de novembre 2024. La plainte porte sur les nuisances suivantes :

- l'impact du bruit ;
- les vibrations dues à l'activité des engins ;
- la qualité des eaux rejetées ;
- la présence de fibrociment dans une toiture ;
- le plan d'épandage des effluents de la plateforme de compostage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUFEU Jacky SAS
- Manet - D 766 - BP 4 Lasse 49490 Noyant-Villages
- Code AIOT : 0006302261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS JACKY DUFEU du groupe VEOLIA PROPRETÉ exploite un centre de valorisation de déchets de bois et de compostage situé au lieu-dit « Manet » à Lasse – NOYANT VILLAGES sous couvert d'un arrêté d'autorisation du 21 décembre 2003 et d'arrêtés complémentaires des 15 octobre 2010, 11 juillet 2012, 25 juillet 2014 et 5 février 2016. Le tableau de classement des activités du site a été actualisé par un donner acte du préfet en date du 23 février 2018.

Le site est implanté en zone rurale sur environ 13 ha, les activités de transit et traitement de déchets emploient environ 20 personnes. Au total 70 employés avec l'activité Transports DUFEU.

En 2024, le site a réceptionné 27 500 tonnes de bois d'emballage et de bois de classe B. 29 730 tonnes ont été valorisées dans les filières "bois énergie paillage", "bois panneaux" et "copeaux litière". Le site dispose d'un agrément Sortie de Statut de Déchets (SSD) pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion au titre de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014 fixant les critères de sortie du statut de déchet.

Autorisé pour une capacité de traitement annuel de déchets en compostage de 73 000 tonnes, le site réceptionne des végétaux bruts ou broyés, des sous-produits animaux et des boues de station d'épuration urbaine.

En 2024 , 34 885 tonnes de matières entrantes ont été traitées en compostage.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	MTD applicables aux installations de traitement de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019 Annexe 3 X	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
2	Rejets des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Sortie de statut de déchet	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article Annexe 1 point 1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 11.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	MTD applicables aux installations de traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD applicables aux installations de traitement de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 - X	Sans objet
3	Sortie de statut de déchets	Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article Annexe 1 point 3.4	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- ajouter le paramètre HAP dans le suivi de la qualité des eaux de ruissellement de la plateforme bois ;
- définir le débit de rejet d'eau vers le fossé afin de connaître la conformité des rejets d'eau dans le fossé ;
- réaliser annuellement les analyses de PFOA et PFOS sur l'eau de la lagune recueillant les eaux de la plateforme de compostage ;
- apporter sous 3 mois des éléments de justification du statut de SSD sur des codes déchets non autorisés ;
- transmettre sous 6 mois les résultats d'une campagne de mesures de bruit dans l'environnement
- fournir sous 3 mois un plan de gestion du bruit et des vibrations et mettre en œuvre les actions définies.

Le plan d'épandage n'a pas fait l'objet d'un contrôle lors de l'inspection du 23 septembre 2025.

Concernant l'éventuelle présence de fibrociment dans la toiture de bâtiment, l'exploitant n'a pas de projet modifiant les structures des bâtiments, ne nécessitant ainsi aucune action particulière de sa part.

L'exploitant doit se justifier concernant la réception de 67,8 tonnes de déchets en 2024 sous l'intitulé « médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08 » répondant au code déchet 18 01 09.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : MTD applicables aux installations de traitement de déchets****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3 - X**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE et surveillance**Prescription contrôlée :**

X. - Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets.

Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2) (3)
Matières en suspension (MES)	60 mg/L (5)	mensuelle
Demande chimique en oxygène (DCO) (4)	180 mg/L (6)	mensuelle
Carbone organique total (COT) (4)	60 mg/L	mensuelle

Paramètre	Fréquence de surveillance (1)
PFOA	semestrielle
PFOS	semestrielle

**V. - Valeurs limites d'émissions et surveillance applicables aux installations de traitement biologique de déchets**

	Paramètre	Valeur limite (1)	Fréquence de surveillance (2)
Traitement biologique des déchets y compris traitement mécano-biologique	Azote total (N total)	25 mg/L (5) (6) (8)	Mensuelle (3)
Traitement biologique des déchets y compris traitement mécano-biologique	Phosphore total (P total)	2 mg/L (8)	Mensuelle (3)

(1) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, les valeurs limites de concentration sont fixées par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 (III) et n'excèdent pas les valeurs limites indiquées dans le tableau divisées par « 1-taux d'abattement » de la station.

(2) En cas de rejets discontinus à une fréquence inférieure à la fréquence minimale de surveillance, la surveillance est effectuée une fois par rejet.

(3) Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective, des fréquences de surveillance différentes peuvent être fixées par arrêté préfectoral.

(5) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de faible température des effluents aqueux (inférieure à 12 °C).

(6) La valeur limite peut ne pas être applicable en cas de concentrations élevées en chlorures (supérieures à 10 g/L dans les déchets entrants).

(8) Le préfet peut fixer une valeur différente par arrêté préfectoral après avis du conseil mentionné à l'article R. 181-39 du code de l'environnement.

**Constats :**

Le périmètre IED du site concerne la plateforme de compostage uniquement.

Les eaux pluviales des aires de réception des déchets, des plateformes de fermentation/maturation et les eaux ayant percolé à travers les andains sont réceptionnées dans un bassin de décantation de 150 m<sup>3</sup>, relié à un bassin tampon de 300 m<sup>3</sup> puis refoulées vers un bassin de stockage de 13 000 m<sup>3</sup>.

L'arrêté d'autorisation du 31/12/2003 prévoit que les éventuels excédents soient valorisés dans le cadre d'un plan d'épandage ou rejetés au milieu récepteur après traitement approprié. L'exploitant a été autorisé par l'arrêté complémentaire du 15/10/2010 à épandre le surplus des eaux de la lagune.

Les eaux de la dernière lagune servent à l'humidification des andains.

L'exploitant déclare qu'il n'y a pas de rejet d'eau issue de la plateforme de compostage vers le milieu extérieur. Aussi, l'exploitant n'a pas l'obligation d'analyser les eaux de la lagune.

**Dans son dossier de ré-examen en date du 5 août 2020, l'exploitant s'était engagé à analyser les PFOA/PFOS et les paramètres fixés dans l'arrêté ministériel du 17/12/19 une fois par an et cela en l'absence de rejets vers le milieu.**

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses sur l'eau de la lagune en date des 22 février 2024, 22 juillet 2024 et 3 septembre 2025.

L'exploitant n'a pas réalisé de mesures de PFOA et PFOS.

Observation : L'exploitant déclare avoir mis en œuvre l'épandage des eaux de la lagune durant l'été 2024 et en juin 2025. L'inspection n'a pas fait l'objet du contrôle du plan d'épandage.

**Demande à formuler :**

L'inspection demande à l'exploitant d'analyser les PFOA et PFOS sur les eaux de la lagune dès la prochaine campagne annuelle.

**Type de suites proposées :** Avec suite

**Proposition de suite :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délai :** 6 mois

**N° 2 : Rejets des effluents**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17

**Thème(s) :** Risques chroniques, VLE pour rejet dans le milieu naturel

**Prescription contrôlée :**

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

**1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)**

Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)

flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j

flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j

DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j
<b>2 - Substances spécifiques du secteur d'activité(uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)</b>
Arsenic et ses composés (en As)
Cadmium et ses composés
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)
Cuivre et ses composés (en Cu)
Mercure et ses composés (en Hg)
Nickel et ses composés
Plomb et ses composés (en Pb)
Zinc et ses composés (en Zn)
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)
Indice phénols
Cyanures libres
Hydrocarbures totaux
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)
Benzo(a)pyrène
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)
<b>Constats :</b>
<p>Les eaux de ruissellement de la plateforme de stockage de bois transitent par un séparateur hydrocarbures avant rejet vers un fossé situé à l'est du site. Les eaux rejetées doivent satisfaire aux caractéristiques issues de l'article 9.3.4 de l'arrêt préfectoral du 31 décembre 2003 :</p>

Débit maximum instantané (m <sup>3</sup> /h)		20
Paramètres		Concentrations Instantanées en mg/l
pH	NF T 90008	5,5 < pH < 8,5
MES	NF T 90105	100
DCO	NF T 90101	300
DBO5	NF T 90103	100
Azote global exprimé en N		30
Phosphore total exprimé en P		10
Hydrocarbures totaux	NFT 90-114	10
plomb	NF T 90-027	0,5
chrome	NF EN 1233	0,5
cuivre	NF T 90 022	0,5
zinc et composés	FD T 90 112	2

L'exploitant a transmis les résultats d'analyses sur les eaux rejetées dans le fossé en date des 22 juillet 2024 et 22 avril 2025.

L'inspection constate que l'exploitant intègre également les paramètres décrits à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2714 sous le régime de l'enregistrement), hormis les HAP.

Aussi, l'exploitant doit ajouter le paramètre HAP dans son suivi analytique des eaux rejetées dans le fossé.

Toutefois, afin de comparer les résultats aux VLE des paramètres de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018, l'exploitant doit définir le débit d'eau rejeté dans le fossé (MES, DCO, As, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer le paramètre HAP dans le suivi de la qualité des eaux rejetées dès la prochaine campagne d'analyses.

Il doit également définir le débit de rejet d'eau vers le fossé afin de statuer sur la conformité des rejets.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 3 : Sortie de statut de déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article Annexe 1 point 3.4

**Thème(s) :** Situation administrative, Contrôle biomasse

#### **Prescription contrôlée :**

Obligation en matière autocontrôle pour le respect des critères de qualité de la biomasse :  
Des analyses sont réalisées sur un lot sortant issu des broyats d'emballages bois (palettes) au moins deux fois par an pour les installations de capacité inférieure à 50 tonnes journalières et quatre fois par an pour les installations de capacité supérieure à 50 tonnes journalières. Elles doivent être



réalisées par une tierce partie externe indépendante.

Les résultats doivent prouver la conformité aux seuils des critères de qualité avant que des lots sortants de l'installation puissent cesser d'être des déchets.

#### Constat du 30/01/2023

En 2022, 12 300 tonnes de broyats d'emballages bois ont été valorisés en biomasse. L'exploitant réalise des analyses de qualité des broyats pour valider la sortie de statut de déchets des lots de biomasse à destination de chaufferies industrielles. Quatre analyses ont été réalisées en 2021 et trois en 2022.

L'inspection des ICPE rappelle à l'exploitant les obligations d'autocontrôle pour la sortie de statut de déchets de la biomasse en réalisant quatre analyses par an sur un lot sortant.

#### **Constats :**

L'exploitant a réalisé des analyses sur quatre lots au titre de l'année 2024, et deux au titre de l'année 2025. Une analyse est en cours et la dernière est programmée pour le dernier trimestre 2025.

L'exploitant remplit donc ses obligations d'autocontrôle pour la sortie de statut de déchets de la biomasse.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 4 : Sortie de statut de déchet**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/07/2014, article Annexe 1 point 1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation

#### **Prescription contrôlée :**

CRITÈRES RELATIFS À LA SORTIE DE STATUT DE DÉCHET POUR DES BROYATS D'EMBALLAGES EN BOIS

Section 1 : Déchets utilisés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation

1.2. Les seuls déchets acceptés en tant qu'intrants dans l'opération de valorisation sont issus d'emballages en bois au sens de la définition de l'article 2 du présent arrêté et sont couverts par un des codes :

**15 01 03** "Emballages en bois" ;

**20 01 38** "Déchets de bois issus des fractions de déchets municipaux collectées séparément" ;

**19 12 07** "Déchets de bois provenant du traitement mécanique des déchets", issus de la transformation mécanique de déchets provenant des deux codes précédents.

#### **Constats :**

Les fiches Vigiedéchets 2024 et 2025 font apparaître des codes déchets en sortie de statut de statut de déchet (SSD) non autorisés par l'arrêté ministériel du 29 juillet 2014 fixant les critères de sortie du statut de déchet pour les broyats d'emballages en bois pour un usage comme combustibles de type biomasse dans une installation de combustion.

## Fiche Vigiedéchets 2024 :

### Résumé des Sorties de Statut de Déchet

Code déchet	Dénomination déchet	Dénomination SSD	Quantité
03 01 05	BOIS B BRUT	18.06 t	
15 01 01	BOIS B BRUT	447.72 t	
15 01 03	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	423.7 t	
17 02 01	BOIS B BRUT	439.04 t	
19 12 07	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	3 183.34 t	
19 12 12	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	155.18 t	
20 01 02	VERRE	61.9 t	
20 01 38	DEA BOIS EN MELANGE	1 615.68 t	
20 01 40	FERRAILLES/METAUX	165.02 t	
20 03 01	DECHET RESIDUEL (APRES TRI SOURCE)	104.54 t	
20 03 07	ENCOMBRANTS	70.94 t	
03 01 05	BOIS B BRUT	0 m³	
15 01 01	BOIS B BRUT	0 m³	
15 01 03	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
17 02 01	BOIS B BRUT	0 m³	
19 12 07	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
19 12 12	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
20 01 02	VERRE	0 m³	
20 01 38	DEA BOIS EN MELANGE	0 m³	
20 01 40	FERRAILLES/METAUX	0 m³	
20 03 01	DECHET RESIDUEL (APRES TRI SOURCE)	0 m³	
20 03 07	ENCOMBRANTS	0 m³	

## Fiche Vigiedéchets 2025 :

### Résumé des Sorties de Statut de Déchet

Code déchet	Dénomination déchet	Dénomination SSD	Quantité
15 01 01	BOIS B BRUT	16.3 t	
15 01 03	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	580.56 t	
17 02 01	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	167.06 t	
19 12 07	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	1 669.1 t	
19 12 12	MVD (MATIERE VALO DECLASSEE)	178.54 t	
20 01 08	BIODECHETS SPAn C3	36.86 t	
20 01 38	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	761.3 t	
20 01 40	COPEAUX FONTES	93.68 t	
20 03 01	DECHET RESIDUEL (APRES TRI SOURCE)	38.16 t	
20 03 07	ENCOMBRANTS	76.32 t	
15 01 01	BOIS B BRUT	0 m³	
15 01 03	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
17 02 01	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
19 12 07	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
19 12 12	MVD (MATIERE VALO DECLASSEE)	0 m³	
20 01 08	BIODECHETS SPAn C3	0 m³	
20 01 38	BOIS D'EMBALLAGES BRUTS	0 m³	
20 01 40	COPEAUX FONTES	0 m³	
20 03 01	DECHET RESIDUEL (APRES TRI SOURCE)	0 m³	
20 03 07	ENCOMBRANTS	0 m³	

L'exploitant n'explique pas la présence de ces codes déchets au titre d'une SSD. Il a par ailleurs bien en tête dans son suivi, les trois codes déchets autorisés pour une SSD.

L'exploitant présente un document de suivi des SSD sur la base des trois codes déchets autorisés : 15 01 03, 20 01 38 et 19 12 07.

Il pourrait s'agir d'une erreur de saisie sous Vigiedéchets.

### Observation :

La fiche établissement Vigiedéchets mentionne la réception de 67,8 tonnes de déchets en 2024 sous l'intitulé « médicaments autres que ceux visés à la rubrique 18 01 08 » répondant au code déchet 18 01 09. L'exploitant doit justifier la réception de ces déchets.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'apporter des éléments de justification du statut de sortie de déchet sur des codes déchets non autorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Contrôle des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/12/2003, article 11.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Campagne de mesures de bruit dans l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Arrêté préfectoral du 31/12/2203 :</u>  Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant fait procéder, par un organisme extérieur, à une campagne de mesures des niveaux sonores représentatifs de l'activité du site. Ce contrôle vise à vérifier le respect des valeurs limites ci-dessus. Les résultats de ces mesures sont adressés à l'inspection des installations classées dès l'exploitation des résultats.</p> <p><u>Arrêté ministériel du 23/01/1997 :</u>  Article 5 :  L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié.</p> <p><u>Arrêté ministériel du 06/06/2018 :</u>  Article 4 :  Dossier Installation classée  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :  - une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;  - le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;  - l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;  - les résultats des mesures sur les effluents et le <b>bruit des cinq dernières années</b>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé une seule fois une campagne de mesure de bruit dans l'environnement en 2001, dans le cadre de son évaluation des risques.  L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit réaliser <u>périodiquement</u> une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 6 mois les résultats d'une campagne de mesure de bruit dans l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 6 : MTD applicables aux installations de traitement des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de gestion du bruit et des vibrations
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation pouvant impacter ou ayant impacté des zones sensibles établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit et des vibrations comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances ;</li> <li>- un protocole de mise en œuvre de la surveillance des émissions sonores et des vibrations ;</li> <li>- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux épisodes de bruit et de vibrations signalés (<b>par exemple, dans le cadre de plaintes</b>) ;</li> <li>- un programme de réduction des émissions sonores et des vibrations visant à en déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention ou de réduction.</li> </ul>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant indique ignorer cette prescription de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous 3 mois le plan de gestion du bruit et des vibrations. Il mettra en œuvre les actions définies dans ce plan, et particulièrement celles retenues en cas de plainte.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois